

ECONOMIE ET CONVICTIONS

SEPTEMBRE - DÉCEMBRE
2022

MUTATION(S)



TENSIONS ET CHOCS D'UN MONDE EN MUTATION

On pouvait lire il y a quelques mois que « la guerre économique et financière totale » lancée contre la Russie de Wladimir Poutine aurait raison de la guerre menée par le dernier tsar contre l'Ukraine. 10 mois après le début du conflit, force est de constater que l'impact est violent, l'économie russe accuse le coup mais l'effondrement n'a pas eu lieu et il est à parier qu'il n'aura pas lieu davantage dans les mois à venir.

En Europe, la situation est très raide, notamment en raison de tensions dans la zone euro, dues, entre autres, à l'asymétrie des traitements financiers entre les différents pays de l'Union depuis le début du conflit (comme on l'aura pu observer entre l'Allemagne et l'Italie ou encore la Grèce). Il est certain que l'Union Européenne sera frappée en 2023 par une récession dure, à l'instar de la Russie.

L'Union va devoir affronter un hiver d'une rigueur insoupçonnée face à une inflation galopante (prévisible par nombre de signes annonciateurs avant le Covid), et accélérée par la crise énergétique et les bouleversements économiques post pandémiques, qui ont touché déjà nombre de secteurs industriels et qui vont gagner ceux des services par voie de ricochet.

Alors qu'est-ce qui a vraiment changé depuis un an en Europe et dans le monde ? C'est peut-être bien ce nouvel art de gouverner l'**Économie** comme autrefois celui de faire la guerre, « **capable d'infliger des dommages qui rivalisent avec le pouvoir militaire** », et que vantait le Président Joe Biden à Varsovie en mars dernier, avec son même cortège d'exactions, de drames financiers et de tragédies humaines.

Toutefois, les raisons profondes de cette mutation sont surtout la résultante tardive d'un faisceau de convergences, formé à la fois par la complexification du jeu des relations internationales depuis ces vingt dernières années via la mondialisation et l'installation progressive mais inéluctable des pays émergents sur la scène économique mondiale. L'absence d'autonomie de l'Union Européenne en matière de Défense, et désormais d'énergie, en raison de décisions politiques auto-immunes hasardeuses et court-termistes, ainsi qu'à la disparition d'une vision géopolitique claire ont conduit depuis le début des années 2000, les dirigeants européens à une forme de laxisme face aux positions belligérantes de la Russie. En même temps, un alignement permanent sur les objectifs et les intérêts de Washington s'est opéré, couplé à des mouvements tectoniques géopolitiques observés mais non maîtrisés, dans d'autres régions du monde, telles que l'Asie, l'Inde ou bien encore l'Afrique ou le Moyen-Orient.

En appliquant des sanctions qui se voulaient intraitables à la Russie, deuxième exportateur de pétrole du monde et l'un des principaux fournisseurs de produits essentiels, nos alliés ont non seulement coupé court (au sens propre comme au figuré) aux échanges mondiaux de première nécessité mais ils ont laissé les marchés avoir des répercussions fatales sur l'économie mondiale. C'était sans compter la voix des pays émergents qui n'ont eu d'autres choix que de garantir leurs propres équilibres dépendants de la 11ème puissance mondiale qu'est la Russie, ainsi que de préserver leurs positions sur l'échiquier par rapport aux États-Unis à la Chine et au Japon.

Ces changements drastiques doivent nous conduire à mener urgemment une réflexion non seulement sur nos relations intra-européennes, mais aussi sur notre devenir européen au sein d'un nouveau système mondial que nous ne contrôlons pas plus que nous ne le dominons, mais avec lequel il va bien falloir continuer de faire commerce, et négocier la Paix.

ANNE MAZOYER-JANKOWSKA
PRÉSIDENTE,
DIRECTRICE DE LA PUBLICATION



NOUVEAU PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE... MAIS TOUJOURS LA MÊME BATAILLE PERDUE D'AVANCE POUR LE BREXIT

Lorsque Liz Truss a annoncé sa démission devant la porte du 10 Downing Street 44 jours seulement après son entrée en fonction (ce qui ne laisse même pas le temps à une salade de commencer à flétrir...), la crédibilité de la politique britannique est tombée bien bas. Autrefois associée à la stabilité et à la modération, la scène politique britannique est devenue au cours des deux derniers mois particulièrement une source de dérision qui n'augure rien de bon pour un pays confronté à de profondes difficultés économiques et à une crise identitaire, alors même qu'il fait ses adieux à un monarque régnant depuis 70 ans et qu'il tente de déterminer la relation qu'il souhaite entretenir avec l'UE et le reste du monde.

Bien que le nouveau premier ministre Rishi Sunak et le parti conservateur aient théoriquement jusqu'en 2024 pour réparer les graves dommages infligés par les récents événements tumultueux, ce malaise est symptomatique d'un problème plus profond qui a fragilisé les gouvernements conservateurs successifs, à savoir le Brexit. En effet, le dénominateur commun derrière les démissions successives de David Cameron, Theresa May, Boris Johnson et Liz Truss peut être largement attribué aux divisions internes du parti conservateur depuis le référendum de 2016 sur le départ du Royaume-Uni de l'UE et la difficulté à trouver les relations à avoir avec l'Europe.



Repenser la question du Brexit maintenant remettrait au grand jour tous les débats depuis 2016, et mettrait à nouveau en péril l'unité des tories. Même si les chances d'explorer un arrangement à la suisse sont minces, les débats sur la Grande-Bretagne post-Brexit resteront bien là. Les questions relatives à l'immigration, à l'Irlande du Nord et au commerce plus large avec l'Europe continuent d'occuper la scène politique britannique, ce qui signifie que même si les éléments fondamentaux de l'accord ne sont pas de nouveau sur la table, certaines parties du débat sur le Brexit le sont toujours sans aucun doute. Une situation particulièrement mouvementée pour le nouveau premier ministre. Bruxelles, pour sa part, ne sera pas disposée à faire des compromis et, au pays, le retour potentiel en politique d'un certain Nigel Farage pourrait signifier des temps difficiles pour un parti conservateur déjà loin derrière les travaillistes dans les sondages. Bien que l'économie vacillante du Royaume-Uni ait besoin de faciliter les échanges avec son principal partenaire économique, le prix politique à payer pourrait être trop dangereux à envisager.

Le casse-tête du Brexit, pour Rishi Sunak, est apparu assez rapidement après son arrivée à la tête du pays, à la suite des affirmations du Sunday Times selon lesquelles des membres du gouvernement prévoient d'engager le Royaume-Uni sur la voie d'une relation similaire à celle de la Suisse avec l'Union européenne, afin de renforcer les liens économiques avec le continent. En effet, la Suisse n'est pas membre de l'UE ni de l'Espace économique européen, mais elle entretient des liens commerciaux étroits avec l'Union et bénéficie d'un accès sélectif à son marché unique. En contrepartie, la Suisse accepte de s'aligner davantage sur la législation européenne. Ces révélations ont, comme on pouvait s'y attendre, provoqué un tollé parmi les partisans du Brexit, qui ont accusé le gouvernement de vouloir rouvrir un débat déjà tranché sur l'Europe. Le premier ministre Rishi Sunak s'est empressé de démentir ces informations selon lesquelles le gouvernement était prêt à assouplir les conditions de sortie de l'UE et à chercher à s'aligner davantage sur les lois européennes. Néanmoins, les partisans du Brexit se méfient de l'influence du chancelier Jeremy Hunt, un pro-UE notoire, qui, selon eux, tentera de pousser la politique du gouvernement vers une forme plus douce de Brexit.



FÉLIX GOODENOUGH
CONSEILLER EN AFFAIRES
PUBLIQUES ET POLITIQUES

L'HIVER SERA RUDE

POUR LA COOPÉRATION EUROPÉENNE

Alors que l'Union européenne traverse l'une des crises les plus importantes de son histoire, les instigateurs principaux de la machine européenne connaissent une période bien tumultueuse qui pourrait changer les lignes de la conduite des affaires européennes à l'avenir.

L'annonce unilatérale de l'Allemagne, portant à la connaissance de l'Union son plan de 200 milliards d'euros pour lutter contre la crise énergétique, a été un réel *casus belli* alors que le Conseil européen s'efforce de trouver une réponse commune à ces hausses tarifaires. Par conséquent, le sacrosaint Conseil franco-allemand prévu le 26 octobre 2022 a ainsi été reporté en notamment raison de désaccords relatifs aux négociations européennes actuelles liées à l'énergie et à la défense. **En dépit du rapprochement historique entre les deux nations autour de la construction européenne, la France et l'Allemagne étaient et demeurent des acteurs aux intérêts divergents.** Pour autant, la profonde croyance en un intérêt général européen suffisait à trouver un compromis. Même si depuis la fin du mois de novembre les ministres Français et Allemands se confondent en aller-retours auprès de leurs homologues respectifs, le moteur franco-allemand semble en panne et inquiète, à raison, les industriels européens.



Il va sans dire que la richesse du terreau industriel de l'Union repose majoritairement sur les entreprises allemandes qui, en mars 2022, enregistraient une chute de 3,9% en un an. Ainsi, en refusant son secteur industriel d'aides anti-inflation, l'Allemagne entend préserver une partie significative de son PIB. Toutefois, cette mesure protectionniste octroie aux entreprises allemandes un avantage concurrentiel certain face à l'industrie française fortement affaiblie, alors même que l'Élysée prône une souveraineté industrielle européenne.

Au-delà de la question industrielle, c'est l'autonomie stratégique de l'Union qui est lourdement affectée. Le réarmement historique de l'Allemagne causé par la guerre russo-ukrainienne aurait pu laisser présager un renforcement du projet de défense européen mais l'issue fut autre. En effet, l'acquisition commune d'un bouclier antiaérien américain par l'Allemagne et 14 autres membres de l'OTAN, sans Paris, couplée par l'achat de F-35 par Berlin ont ébranlé les fragiles fondations d'une autonomie stratégie européenne, jetées à nouveau en mars 2021. **Dès lors, l'armement du continent est, pour le moment, une affaire américaine.**

Aujourd'hui plus que jamais, le réflexe franco-allemand est en souffrance. De cette situation, c'est bien la coopération européenne qui en pâtit le plus, au profit des Etats-Unis. Les atermoiements du couple franco-allemand sont les symptômes d'un mariage de raison, qui, à travers cette période de crises à répétition, a du mal à sauver les apparences. Le 22 janvier 2023, date à laquelle se déroulera le prochain conseil des ministres franco-allemand, sera un momentum déterminant pour la coopération européenne. A la lumière des 60 bougies du Traité de l'Élysée, les yeux seront rivés sur la France et l'Allemagne qui devront réussir à dépasser les compromis de principe et faire preuve d'une réelle unité pour relancer la machine et préserver le moteur européen. Si, pour le moment, la coopération franco-allemande subsiste sur des sujets mineurs, elle ne se hisse malheureusement pas à la hauteur des intérêts européens.

SAMUEL AUGIZEAU
CONSEILLER EN AFFAIRES
PUBLIQUES ET EN
COMMUNICATION



INFORMER EN TEMPS DE GUERRE

Au lendemain de la guerre froide, l'Europe s'est faite à elle-même la promesse de préserver la paix sur son sol. Si l'ambition était grande et sa réussite souhaitable, les crises successives ainsi que la restructuration des équilibres géopolitiques ont ravivé d'anciennes crispations. Ainsi, en février 2022 à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Europe a renoué avec le vieux démon de la guerre.

Dans ce contexte, à la faveur de mutations majeures d'ordres politiques, économiques et technologiques, la guerre revêt un caractère nouveau et réinvente ses armes. Au cœur du hard power, se pose la question stratégique de la proximité des puissances belligérantes avec les opinions publiques, dont l'action et la force dissuasive constituent autant de moyens précieux au service de la guerre.

En dessous des cartes : la bataille du contrôle de l'information

L'espace public a considérablement évolué au fil des années. L'essor des réseaux sociaux en sus des media et l'apparition récente de nouvelles techniques basées sur le recours aux algorithmes, aux données et plus largement à l'intelligence artificielle n'ont pas été sans transformer la nature de l'information, ses canaux et les rapports qu'entretiennent les populations avec celle-ci.

Plus que jamais directement exposées à une information protéiforme, les opinions publiques sont devenues des parties prenantes à part entière de la guerre, susceptibles de servir ou de miner une stratégie de l'intérieur.



De là s'évince le caractère stratégique de l'information en temps de guerre qui fait peser des pressions inédites sur les institutions qui ont la charge de sa production et qui soulève l'enjeu fondamental du contrôle tant de son contenu que de sa (non)transmission aux masses par le truchement de propagandes, de censures ou de manipulations.

Ainsi, en temps de guerre et de crise, où chaque camp a naturellement intérêt à maîtriser l'art de la narration, qu'il s'agisse de la sienne ou de celle de son adversaire, l'information et la communication croisent la bataille des images, quelles que soient leur nature, et la manipulation des émotions.

De la juste information

A une époque où les sources d'information n'ont jamais été aussi diversifiées, se pose fondamentalement la question de la fiabilité de l'information.

Compte-tenu du caractère abondant de l'information et du rôle amplificateur des réseaux sociaux, au-delà du contrôle orchestré par une puissance identifiée, le risque d'une distorsion de la réalité et de désinformation des populations est majeur.

Une information fallacieuse, inexacte ou dévoyée se transmet six fois plus rapidement qu'une information vérifiée. L'expérience acquise depuis 2006 met en exergue le biais cognitif humain qui favorise la diffusion des informations nouvelles et sensationnelles; parmi lesquelles une large part est invérifiée ou fausse; plutôt qu'une nouvelle banale et sans retentissement. De même que le ragot parcourt le village plus vite que la nouvelle paroissiale, la fausse information est omniprésente.

Le principal dommage de la propagation de fausses nouvelles réside en la perte de confiance des citoyens envers leurs institutions, un phénomène qui a pu être particulièrement observé durant la crise pandémique avec la croissance des théories dites «complotistes» - car ne reposant sur aucune preuve véridique.

La fausse information et les distorsions de la réalité qu'elle entraîne, allant même jusqu'à l'émergence d'une contre réalité jugée «véritable» et juxtaposée au monde réel par le discours désinformateur menace l'intégrité du discours public, des débats et de la démocratie. D'où la nécessité pour les États de protéger l'information et pour les citoyens de se garder de propager par inadvertance des nouvelles erronées.

Toutefois, en temps de guerre comme en temps de paix, garder le contrôle de l'information et/ou désinformer équivaut à garder le pouvoir sur les masses en orientant l'opinion de ces dernières.

L'information est le pouvoir, la réciproque se laissera moins facilement affirmer.

NDÈYE ARAME DIME
CONSEILLERE EN AFFAIRES
PUBLIQUES ET POLITIQUES

NINA PAUTRE
CONSEILLERE EN AFFAIRES
PUBLIQUES ET EN COMMUNICATION



Newsletter – Économie et Convictions

**Directrice de la Publication : Anne MAZOYER-JANKOWSKA
Rédacteur en Chef : Ndèye Arame DIME**

**Ont contribué à ce numéro : Ndeye Arame DIME, Félix
GOODENOUGH, Nina PAUTRE, Samuel AUGIZEAU**

**Membres du comité de rédaction : Jean-Pierre CHIARADIA-
BOUSQUET, Patrice CHAZERAND, Donatienne COFFY, Wiktor
ZAMOJSKI**

© FairValue Corporate & Public Affairs, tous droits réservés

www.fairvaluecc.com

FAIRVALUE
CORPORATE & PUBLIC AFFAIRS